

LE DEBAT SUR L'ECOLE

Avant d'aborder le débat, des représentants des enseignants ont souhaité lire une déclaration dont le texte est annexé à cette synthèse.

Compte-rendu de l'heure d'informations syndicales :

L'ensemble des personnels présents lors de la réunion d'informations syndicales du 28/11 a décidé de la lecture du communiqué suivant le mercredi 3 décembre :

Nous ne voyons pas le lien qui est établi par le gouvernement entre les mouvements de revendications du printemps dernier et l'organisation de ce pseudo-débat, qui serait né de l'expression du " malaise enseignant " .

Pour qu'il y ait débat, il faut qu'il y ait discussion, confrontations d'idées et d'opinions, or les questions présentées sont orientées. L'intitulé des questions montre que les réponses sont déjà apportées par la commission soit-disant indépendante.

Ainsi, l'axe 3, la question 18 : " L'efficacité de l'Exode exige-t-elle plus de décentralisation ? "

Question suivante : " Quelles compétences l'Etat doit-il absolument conserver ? "

De plus, nous nous interrogeons sur les modalités de traitement des résultats de ces questions.

Par ailleurs, nous nous étonnons de l'absence de deux composantes représentatives du monde éducatif : les syndicats de personnels et les associations de parents.

En conséquence, certains professeurs ont décidé de boycotter ce faux débat, d'autres choisissent de rester pour écouter les différents points de vue.

L'animateur, après avoir expliqué pourquoi il a accepté ce rôle, en tant qu'élue, parent et citoyen, et insisté sur l'intérêt qu'il y porte, ajoute, sur le fait qu' au delà des 3 questions retenues : 2-8-18, il est favorable à une ouverture de l'échange.

A/ PHASE DIAGNOSTIC

I) Des missions de l'école :

Les enseignants présents expriment leur mal être, leur besoin de confiance et soutien.

Ils redisent leur choix d'être enseignant et l'amour de leur métier.

Ils expriment leur inquiétude devant le nombre de bacheliers qui stagne, les lycées professionnels dont le devenir est incertain.

Ils se sentent jugés comme responsables de l'échec scolaire dans sa globalité.

II) Les missions de l'école face à la décentralisation :

Qu'en sera-t-il de l'école si la décentralisation s'accroît. Va-t-on aggraver la situation ?

Va-t-on vers une école à deux vitesses selon les choix et priorités effectués par les diverses collectivités territoriales ?

Va-t-on vers une société à deux vitesses puisque les systèmes sociaux, médicaux seront eux-mêmes concernés ?

Or, l'école ne peut fonctionner s'il y a rupture avec la société.

L'animateur, en tant qu'élu, souhaite insister sur le fait que l'école est, et doit rester, une priorité nationale puisque 45000000 de personnes sont concernées au quotidien (en tant qu'usagers ou professionnels).

Il rappelle que les collectivités territoriales ont été très réactives lorsque les bâtiments leur ont été confiés en 1982 et, qu'en terme de personnels, il reste optimiste.

Des parents expriment aussi leur inquiétude en entendant les propos pessimistes tenus par les enseignants et se sentent eux aussi responsables s'ils ont un enfant en échec.

Cela permet de faire remarquer les deux types de démarches :

a) individuelle : le parent qui pense à l'école pour son enfant et son devenir.

b) collective : l'enseignant qui pense à la réussite et l'insertion de tous les enfants.

et de rappeler que l'école ne peut être responsable de tout.

Si l'on observe et compare les différents systèmes scolaires et notamment européens, le nôtre est plutôt considéré comme satisfaisant.

Un parent souligne que l'école est source d'ouverture de dialogue, de points de repères, de citoyenneté et qu'elle a progressé. Apprendre à lire et à écrire ne sont plus ses seules priorités. La question étant, cependant, de savoir quels critères sont réellement pris en compte dans ce classement.

III) Qu'est-ce qu'un bon système scolaire ? Doit-il coller aux besoins de l'emploi ?

Alors que la délocalisation des entreprises et l'emploi de personnels non qualifiés vont à l'encontre de cette idée.

Quel objectif pour l'école ?

- qu'elle donne sa chance à tous
(c'est le souci des enseignants de valoriser les savoirs, de leur donner du sens).
- qu'elle donne des capacités d'adaptabilité surtout pour l'avenir (tant en formation initiale que continue).

IV) Que peut-on reprocher au système actuel ?

Chaque Ministre propose sa réforme, ou "mini réforme" sans objectif sur le long terme et sans évaluation de ce qui est mis en place pendant quelques années.

Le retour vers la polyvalence des enseignants est un retour en arrière et un prétexte pour diminuer le nombre d'enseignants.

L'IUFM est en voie de réforme sans que les objectifs de la formation soient très précis.

Face à ce diagnostic alarmiste, l'animateur recentre le débat. "Si l'on veut que l'école reste un objectif fort, il reste du chemin à faire."

V) Quelles sont les attentes de chacun ?

Les parents : qu'on s'intéresse à leurs enfants, qu'on les motive pour qu'ils réussissent et qu'ils fassent le métier qu'ils aimeraient.

Les enseignants : que leurs propres inquiétudes soient entendues

Conclusion de la première partie.

Chacun a posé des problèmes de fond mais "côte à côte". Or, pour avancer, il y a nécessité à travailler ensemble

a) pour faire évoluer les représentations fausses des différents acteurs de l'école.

b) la revalorisation de l'école passe par la revalorisation des rôles de chacun et la reconnaissance des enseignants. Le positif de l'école doit ressortir, c'est une réalité.

B/ QUELLES PROPOSITIONS POUR AVANCER

I) Travailler sur la notion de continuité :

Constat : trop d'échecs viennent à des moments de rupture entre les cycles.

Proposition : faire en sorte qu'en termes d'apprentissage de programmes, il existe de véritables liens de la maternelle à l'université.

II) Revaloriser les diplômes professionnels :

Evaluer tous les types de compétences acquises (pas seulement écrites) et renforcer les passerelles déjà existantes entre les différents cursus scolaires.

III) Garder des établissements à taille humaine

- Pour que l'accueil puisse y prendre tout son sens.
- Pour que les relations avec les parents puissent se développer ou se maintenir.

IV) Donner une stabilité aux réformes pour pouvoir les évaluer sur le long terme.

V) Associer des partenaires lorsque les enfants sont en échec.

L'école a ses limites et l'on peut apprendre en dehors du système classique.

VI) Développer les relations et le partenariat avec le monde de l'entreprise

- Faire de l'éducation au choix et à l'orientation de façon homéopathique dès le début des années collège.

- Organiser des visites d'entreprises, de centres de formation, pour développer la curiosité, l'ouverture d'esprit.

- Faire en sorte que les "entreprises" développent cette culture d'accueil de stagiaires, s'organisent en pôles pour y travailler ensemble. (ex de l'agro-alimentaire sur le plan local).